



# Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

Comme le prévoit la réglementation relative à la négociation préalable, la directrice générale des ressources humaines du ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche a invité la Confédération générale du travail (CGT Educ'action) à prendre part à une réunion de négociation préalable au dépôt d'un préavis de grève envisagée entre le 3 janvier et le 8 juillet 2017.

La réunion s'est tenue au ministère chargé de l'éducation nationale le vendredi 2 décembre 2016, à 14h30.

## Participent à la négociation :

- pour l'administration : madame Nathalie Escaffre-Andrieu, adjointe au sous-directeur des études de gestion prévisionnelle et statutaires (DGRH B1), monsieur Benoît Cornu, chargée d'études juridiques (DGRH B1-3).

- pour la CGT Educ'action : monsieur Antoine Dierstein.

Le ministère observe que les motifs sont identiques à ceux déjà abordés lors de la précédente réunion de négociation préalable.

### 1. La mobilité des personnels

**CGT Educ'action** : l'organisation syndicale se prononce pour une politique volontariste de mutations nationales des personnels et soulève la problématique du respect du droit à la mobilité au regard de l'article 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (priorités légales) relatif aux mutations des fonctionnaires. Elle déclare que les priorités légales de mutation ne sont pas toujours respectées au vu des résultats des mutations interdépartementales. Elle affirme que les outils mis en place depuis deux ans n'ont pas permis d'améliorer la situation. Pour l'organisation syndicale le curseur de l'algorithme permettant de calculer les mutations a simplement été déplacé.

**Ministère** : s'agissant des demandes de mutation non satisfaites, il est important de rappeler que l'objectif du mouvement interdépartemental est de prendre en compte les souhaits de mobilité des agents tout en assurant une répartition des enseignants sur le territoire en fonction des besoins des départements. Il est donc nécessaire de veiller à un calibrage des entrées / sorties permettant de ne pas vider les territoires les moins attractifs au profit de ceux qui le sont beaucoup plus.

Néanmoins la prise en compte des situations familiales dans le barème permet de classer les situations. En outre, un mouvement complémentaire national piloté par l'administration centrale a permis de faire le point sur les situations les plus délicates en termes de non satisfaction des demandes.



# Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

Par ailleurs, il convient de préciser que les résultats du mouvement interdépartemental sont en amélioration par rapport à l'année 2015, que ce soit, au titre des priorités liées au rapprochement de conjoint ou au titre de celles liées au handicap.

## 2. La question des Ulis-Ecole

**CGT Educ'action** : de nombreux élèves sont accueillis en Ulis Ecoles (unité localisée pour l'inclusion scolaire – école) alors qu'ils ne relèvent pas de cette structure et devraient obtenir une place au sein d'autres établissements plus adaptés à leur situation.

L'organisation syndicale met en avant la problématique du manque de places dans les instituts médico-éducatifs (IME) notamment. Des élèves qui devraient y être accueillis se retrouvent dans les structures dédiées à l'inclusion scolaire (ULIS). Elle évoque en parallèle le fait que les élèves qui devraient être accueillis en ULIS se retrouvent en SEGPA et, pour les plus petits, en classes de maternelle ou élémentaire. Ce qui conduit des élèves handicapés ayant besoin de soins à étudier dans des conditions inappropriées et avec des élèves qui ne sont pas de leur âge. L'organisation syndicale insiste sur le fait que cette situation est très mal ressentie par les parents de ces élèves et demande plus de structures spécialisées.

**Ministère** : la circulaire de la DGESCO (n° 2015-129 du 21-8-2015) relative aux élèves en situation de handicap prend en compte les évolutions issues de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et de la réforme des collèges, et notamment l'école inclusive. Depuis la rentrée scolaire 2015, qu'ils soient situés dans une école, un collège ou un lycée, les dispositifs de scolarisation des établissements scolaires destinés aux élèves en situation de handicap sont dénommés unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis). L'appellation « classe pour l'inclusion scolaire » (Clis) est donc remplacée par « unité localisée pour l'inclusion scolaire - école » (Ulis école). Les Ulis, dispositifs ouverts, constituent une des modalités de mise en œuvre de l'accessibilité pédagogique.

**CGT Educ'action** : l'organisation syndicale se prononce pour la prise en compte des effectifs d'ULIS-École dans les effectifs de l'école lors des opérations de carte scolaire (et par conséquent pour la modification de la circulaire n° 2015-129 du 21-8-2015).

**Ministère** : l'ULIS école est prise en compte au même titre qu'une classe de l'école dans la définition de la quotité de décharge d'enseignement du directeur.

Les élèves scolarisés dans les ULIS école sont des élèves à part entière de l'établissement scolaire. Ils sont inscrits dans les effectifs de l'école et leurs parents participent aux opérations électorales. Enfin comme les autres élèves, les élèves de l'ULIS école ont accès aux activités organisées dans le cadre du projet d'école.

## 3. Pour le maintien des postes d'Enseignants Educateurs dans les EREA

**CGT Educ'action** : déplore le remplacement des postes de professeurs des écoles éducateurs en internat par des assistants d'éducation (AED). Ces derniers n'ont pas les mêmes qualifications pour pouvoir s'adapter à la particularité du public concerné et des missions éducatives. Celles-ci



# Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

s'exercent également pendant les temps péri-éducatifs et d'encadrement des nuitées qui permettent aux enseignants éducateurs de voir les élèves dans un autre contexte.

**Ministère :** Une note de service n° 0337 du 14 octobre 2015 relative aux obligations réglementaires de service des éducateurs en internat en EREA a précisé les modalités de détermination des ORS des enseignants du premier degré exerçant cette fonction. Cette dernière est désormais considérée comme une mission particulière au sein de l'établissement : le temps nécessaire à son accomplissement et ses conditions d'exercice peuvent alors justifier l'octroi d'une décharge totale de service. Un addendum à la note de service, en date du 8 janvier 2016 est venu préciser combien le rôle des éducateurs au sein des EREA est essentiel pour les jeunes pris en charge dans ces établissements, notamment pour l'encadrement éducatif, en dehors des heures d'enseignement, pendant la journée comme en début de soirée, à l'internat. Les fonctions d'éducateur en internat recouvrent en effet différents domaines d'activités. S'agissant des missions particulières de surveillance des nuitées, elles ont vocation à être prises en charge de manière privilégiée par des assistants d'éducation.

#### 4. Les sections d'enseignement général et professionnel adapté

**CGT Educ'action** demande le maintien de toutes les classes de sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), notamment celui de la classe de 6ème de SEGPA dans ses dispositions actuelles. L'organisation syndicale réclame également une généralisation des dédoublements en ateliers-champs professionnels dans les SEGPA et réclame de meilleures conditions de sécurité au sein des ateliers.

A ce sujet, l'organisation syndicale rappelle que la notion d'inclusion scolaire concerne le handicap et ne doit pas s'appliquer aux SEGPA qui n'ont pas la même vocation dans la mesure où elles accueillent des élèves en difficulté.

**Ministère :** La scolarité en SEGPA doit permettre aux élèves de se situer progressivement dans la perspective d'une formation professionnelle diplômante qui sera engagée à l'issue de la classe de troisième. Ainsi à partir de la classe de quatrième, des activités sont proposées aux élèves au sein des plateaux techniques de la section et de son réseau leur permettant de développer certaines des compétences auxquelles la formation professionnelle fera appel et de faire évoluer la représentation qu'ils se font des métiers.

Les élèves des classes de quatrième et de troisième SEGPA bénéficient donc d'un enseignement de complément de découverte professionnelle afin de développer les compétences qui leur seront utiles pour une formation professionnelle ultérieure.

La grille des volumes horaires publiée par arrêté modificatif le 1er décembre 2015 prévoit 6 heures d'atelier de découverte professionnelle en classe de 4ème et 12 heures en classe de 3ème.

Chaque SEGPA établit un projet qui précise les champs professionnels retenus en concertation avec la collectivité territoriale, pour la constitution en son sein de plateaux techniques et les différents domaines d'activité qui font l'objet d'activités de découverte.

## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

S'agissant du maintien de la classe de 6ème de SEGPA dans ses dispositions actuelles, et conformément à la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République qui introduit la notion de l'école inclusive et afin de palier au déterminisme et aux effets de filières, la classe de 6ème SEGPA permet la mise en place de parcours de scolarisation qui favorisent la progression des élèves dans les enseignements. Elle doit permettre de réinterroger l'opportunité d'une orientation à l'issue de l'année de classe de 6ème SEGPA avec une nouvelle étude du dossier de l'élève. Ainsi la classe de SEGPA ne peut être l'unique lieu d'enseignement, les élèves devant bénéficier de temps partagés avec les autres élèves de l'établissement.

C'est pourquoi, pour une école toujours plus inclusive, l'élève bénéficiant de la 6ème SEGPA sera ainsi rattaché toute l'année à une classe unique afin de faciliter l'inclusion dans le groupe et sentiment d'appartenance.

Enfin, concernant le maintien de classes SEGPA, la circulaire n° 2015-176 du 28-10-2015 relative aux sections d'enseignement général et professionnel adapté précise en son point 1.2 "la SEGPA doit avoir une taille minimale de 4 divisions (de la sixième à la troisième) pour permettre aux élèves d'accomplir un cursus complet dans un même collège."

### 5. Pour une augmentation immédiate des salaires de 400 euros, du point d'indice (au moins 7 %) et un rattrapage depuis 2000

**CGT Educ'action :** Les gels d'indices successifs mis en place depuis 2010 ont représenté, compte tenu de l'inflation, une perte de 400 euros par mois pour les fonctionnaires. Cette perte sèche en matière de pouvoir d'achat a généré des difficultés financières pour les collègues et les personnels ont le sentiment que leur travail n'est plus reconnu.

L'organisation syndicale demande un rattrapage immédiat et uniforme concernant tous les fonctionnaires.

**Ministère :** le ministère rappelle que la question de l'augmentation du point d'indice relève de la compétence du ministère chargé de la fonction publique. A ce titre, la ministre de la fonction publique a annoncé le 17 mars dernier une augmentation du point d'indice des fonctionnaires de 1,2 % en deux étapes : +0,6 % au 1er juillet 2016 et +0,6 % au 1er février 2017.

### 6. Les prérogatives des services sociaux de l'Education nationale

**CGT Educ'action** se prononce pour l'extension des prérogatives des services sociaux par la création d'un service de type « œuvres sociales » par et pour les salariés de l'Éducation nationale, service financé par au moins 10 % de la masse salariale annuelle brute tous corps confondus.

En effet, par comparaison, l'organisation syndicale évoque les moyens plus conséquents déployés par d'autres ministères et souligne plus particulièrement l'enjeu du logement social pour les personnels, compte-tenu de la difficulté à se loger (notamment en région parisienne).



## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

**Ministère** : les agents du ministère de l'éducation nationale bénéficient de prestations d'action sociale dans les domaines des vacances, de l'aide à l'enfance etc.

Concernant les réservations de logements, le ministère admet que des axes d'amélioration seraient à envisager à l'égard de ses personnels mais souligne le coût de telles mesures. En outre, il convient de mentionner que certaines mesures en matière de logement, comme un prêt à taux zéro destiné aux enseignants, ont dû être abandonnées.

Il est précisé qu'en plus du 5% préfectoral, des réservations de logement sont également financées sur des crédits interministériels.

Il est à noter que les académies de Paris et Créteil disposent d'un parc réservataire propre.

### 7. Motifs sur le temps de travail des enseignants du premier degré

- Pour une réforme du temps scolaire découplant le temps de travail enseignant et le temps de présence élève et la création des postes nécessaires
- Contre les APC, pour une réduction du temps de travail des enseignants et pour la création de tous les postes nécessaires pour le maintien de la continuité du service et la prise en charge des élèves en difficulté pendant le temps de classe
- Pour la réduction du temps de présence des enseignants du premier degré à 18h devant élèves et 6h en dehors de leur présence
- Contre les projets éducatifs territorialisés et pour la création de tous les postes nécessaires pour le maintien de la continuité du service et la prise en charge des élèves en difficulté pendant le temps de classe

**CGT Educ'action** : soulève la question des inégalités de moyens entre collectivités territoriales qui ne permettent pas toujours de mettre en place des activités périscolaires de qualité.

L'organisation syndicale conteste par ailleurs la place du projet éducatif territorial (PEDT) qui donne le sentiment aux enseignants d'être soumis aux décisions organisationnelles des communes sans être consultés.

Pour CGT Educ'action, il faut prendre en compte la fatigue des élèves, les effectifs par classe, les locaux et réfléchir sur le temps des familles et le temps de travail des parents. Il faut également prendre en compte les conditions de travail des enseignants, c'est pourquoi elle demande la déconnection du temps de travail des enseignants de celui des élèves et le passage de 27 heures hebdomadaires de travail à 24 heures décomposées en 18 heures d'enseignement et 6 heures de coordination, permettant par ailleurs de rompre avec le principe « un enseignant, une classe ».

L'organisation syndicale doute par ailleurs de l'efficacité du dispositif des activités pédagogiques complémentaires (APC) et demande leur suppression et leur remplacement par des postes RASED complets et en nombre suffisant.



## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

La CGT Educ'action rappelle qu'elle est pour le maintien de la continuité de la prise en charge des élèves pendant le temps de classe.

**Ministère** : Le ministère souligne que le passage de 60h devant élèves à 36h d'APC et 24h consacrées à l'identification des besoins des élèves, à l'organisation des activités pédagogiques complémentaires et à leur articulation avec les autres moyens mis en œuvre dans le cadre du projet d'école pour aider les élèves entraîne une réduction du temps devant élèves.

Dans l'intérêt des élèves, la réforme des rythmes a permis de faire évoluer le fonctionnement de l'école autour d'un projet éducatif territorial et ainsi de mieux articuler le temps scolaire et le temps périscolaire, de favoriser la complémentarité entre les différentes activités proposées aux élèves au cours de la journée et de permettre une adaptation aux situations locales. La concertation au niveau local constitue une étape préalable importante à tout projet d'organisation du temps scolaire. Les échanges doivent permettre de définir des modalités équilibrées d'organisation des rythmes scolaires dans l'intérêt des élèves mais également des enseignants.

8. Pour la suppression de M@gistère et pour la mise en place d'une formation continue des personnels du premier degré sur le temps scolaire à hauteur de 3 % des emplois (ETP)

**CGT Educ'action** : Le logiciel de formation continue M@gistère propose des formations limitées ne prenant pas en compte les souhaits de formation des enseignants. Il ne permet pas de coopération ou d'interaction, et place l'enseignant dans une position passive. Enfin, l'absence d'horaires de formation clairement définis représente un risque d'empiètement sur le temps de vie privée du professeur.

Par ailleurs, la formation continue se réduit par manque de moyens en remplacement et est souvent organisée en dehors du temps de travail. L'organisation syndicale souhaite que cette formation soit organisée pendant le temps scolaire.

L'organisation syndicale demande qu'une véritable négociation soit menée. Le besoin en formation continue est réel, en particulier pour les lauréats des concours de la période de la mastérisation qui n'ont pas bénéficié d'une véritable formation professionnelle.

**Ministère** : la loi du 8 juillet 2013 attribue aux nouvelles écoles supérieures du professorat et de l'éducation un rôle d'opérateur auquel le recteur pourra faire appel par voie de conventions.

Un groupe de travail spécifique a été consacré à la formation professionnelle initiale et continue : le rôle des différentes catégories de personnels enseignants intervenant en formation a été redéfini et reconnu sous l'angle statutaire et indemnitaire.

S'agissant du logiciel M@gistère, qui propose une offre nationale de parcours de formation, il associe des séquences de formation à distance et des périodes de regroupement en présentiel, ces derniers pouvant être l'occasion d'interactivité et de travail collaboratif. Le plan de formation en ligne est arrêté par l'inspecteur de l'éducation nationale pour les enseignants de sa circonscription en tenant compte des besoins exprimés par les agents.



## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

### 9. Pour une unification des corps sur le statut du corps le plus favorable

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale demande à ce que les obligations de service soient identiques pour tous les personnels enseignants, qui disposent de la même qualification (le master).

Le **ministère** précise que les différences statutaires sont la conséquence de la prise en compte des spécificités des missions des différents corps enseignants.

### 10. Pour l'abandon du socle commun de compétences

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale reste opposée au socle commun de compétences dans la mesure où, dans certains établissements, le socle devient la norme pour certains élèves et est donc source de discrimination. Elle estime que les évolutions portées par la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 pour la refondation de l'école sont insuffisantes. De par son contenu, le socle met en place dans l'école la philosophie des compétences issues du patronat, du monde de l'entreprise.

Le **ministère** précise qu'il n'a pas une vision minimaliste du socle commun de connaissances, de compétences et de culture et que la loi de 2013 confère au socle commun introduit par la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'École de 2005 une autre ambition.

### 11. Pour un recrutement des enseignants au niveau licence avec deux années de formation initiales payées comme fonctionnaire stagiaire, formation reconnue nationalement par l'obtention d'un master 2

**CGT Educ'action** : La réforme n'a pas répondu à la demande de l'organisation syndicale qui souhaite que les enseignants aient la qualité de fonctionnaire stagiaire pendant les deux années de formation. Le recrutement au niveau licence constituerait une vraie solution pour augmenter le nombre de candidats, d'autant plus que la possibilité d'accéder à des études longues n'est pas toujours possible.

En outre, l'organisation syndicale regrette que le dispositif des ESPE soit intégré à l'université et se déclare favorable à un dispositif autonome à l'instar des écoles normales car elle craint que l'accent soit mis sur le contenu disciplinaire et non sur le contenu pédagogique.

L'organisation syndicale dénonce les difficultés des stagiaires à réaliser le master en même temps que l'année de formation, notamment pour les jeunes parents ou encore pour les stagiaires déjà titulaires d'un master. Cette situation a parfois des répercussions sur le recrutement et peut conduire, dans certain cas, à la démission de certains jeunes collègues.

**Ministère** : Les éléments de la réforme du recrutement et de la formation des personnels enseignants sont définis dans le décret n° 2013-768 du 23 août 2013 relatif au recrutement et à la formation initiale de certains personnels enseignants, d'éducation et d'orientation relevant du ministre de l'éducation nationale publié au journal officiel le 27 août 2013. La formation est dispensée au sein des ESPE dans lesquelles les étudiants admis à un concours de recrutement et nommés fonctionnaires stagiaires bénéficient d'une formation en alternance : ils terminent leur

## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

master et parallèlement sont affectés devant élèves. Le stage se réalise donc en même temps que la formation permettant ainsi de rétablir une véritable formation en alternance.

### 12. Pour la titularisation de tous les précaires sans condition de nationalité et de concours

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale dénonce vivement la précarité des personnels. Les remplaçants et les nouveaux précaires de l'éducation nationale sont trop nombreux. Dans le premier degré, ces revendications concernent essentiellement les contrats aidés et les contractuels remplaçants. Elle insiste sur le fait que c'est la première fois qu'un gouvernement de gauche ne réalise pas un mouvement massif de titularisation des personnels précaires. La mise œuvre de la première session des concours réservés a ainsi suscité beaucoup de mécontentement sur le terrain.

**Ministère** : Il est rappelé qu'actuellement la mise en œuvre des dispositions de la loi relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique adoptée le 12 mars 2012 permet d'apporter des réponses concrètes aux agents contractuels en ouvrant une voie d'accès spécifique aux emplois de titulaires.

Le ministère de l'éducation nationale s'est inscrit dans cette démarche et prend les mesures nécessaires, notamment pour tenir compte de la situation particulière des agents contractuels au regard de la précarité.

L'exclusion des contrats aidés du champ de cette loi s'explique par le fait que ces personnes n'occupent pas des emplois permanents et ne sont pas recrutés sur le fondement de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

Pour les enseignants contractuels récemment recrutés, l'accès au corps par la voie du concours interne, une fois les conditions d'ancienneté remplies, demeure.

### 13. Pour le retrait de *Base élèves* et de tous les fichiers centralisés de gestion des élèves et des personnels

**CGT Educ'action** est très inquiète de l'utilisation des informations contenues dans cette base, qui comprend notamment les noms et le domicile de l'enfant, en particulier dans le cas des élèves sans papiers. Ce risque accroît la méfiance des familles vis à vis de l'école et augmente les risques de déscolarisation de certains élèves.

L'organisation syndicale est opposée aux fichiers nominatifs mais admet le recours à une gestion informatisée à condition que celle-ci soit « anonymée ».

**Ministère** : Il est rappelé l'intérêt de *Base élèves* en termes d'amélioration de la gestion. C'est un outil qui permet de répondre aux exigences d'une gestion informatisée d'un grand nombre d'élèves scolarisés dans de nombreuses écoles. Le dispositif mis en œuvre dans le 1<sup>er</sup> degré dès 2008 répond à un objectif simple : disposer d'un outil de gestion et de suivi de la scolarité des élèves dans le respect des exigences de la CNIL.





## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

L'application est sécurisée et encadrée juridiquement. Les données que comporte cette base, qui a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL, sont limitées aux seules informations nécessaires (coordonnées de l'élève, informations sur la scolarité, sur les activités périscolaires). L'application ne fait aucunement mention d'indications afférentes à la nationalité, à la situation familiale, à la santé ou aux notes et acquis de l'élève.

L'arrêté du 20 octobre 2008 relatif à l'application *Base élèves* définit les conditions de conservation des données. La durée de conservation varie selon le type de données mais ne peut en tout état de cause excéder le terme de la scolarisation des élèves dans le premier degré.

L'ensemble de ces éléments traduit l'absence de toute volonté de fichage des élèves. Les parents sont informés de l'existence de l'application *Base élèves*, par note d'information ou affichage dans l'école et lorsqu'ils remplissent la fiche de renseignement.

L'importance de la *Base élèves* de données pour le fonctionnement du service public de l'éducation a été soulignée par le Conseil d'Etat qui a validé l'économie générale du dispositif par décision du 19 juillet 2010.

Comme ce fut le cas dans le second degré, la mise en place d'une telle base dans le premier degré nécessite de procéder progressivement à des ajustements.

### 14. Pour la suppression du service minimum d'accueil

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale rappelle que ce dispositif est très contraignant pour la mise en œuvre de la grève et constitue une source de discrimination par rapport au second degré.

Actuellement le dispositif d'accueil des enfants touche moins de 10% des élèves. Des maires refusent de l'appliquer. Ce dispositif pose de nombreux problèmes, il crée notamment une confusion entre le rôle de l'école et les centres de loisirs.

L'organisation syndicale regrette qu'aucun bilan n'ait encore été tiré depuis la mise en place de ce dispositif et s'interroge sur son utilité. L'organisation syndicale rappelle que les familles sont généralement prévenues avant la grève et souligne que le dispositif n'améliore pas les relations avec les parents.

La CGT Educ'action doute des effets positifs de ce système et demande pour ces raisons sa suppression. L'organisation syndicale souhaite que soit posée la question du bilan de ce dispositif et de s'interroger notamment sur les modalités d'accueil des élèves, le travail avec les autorités territoriales, et la situation des communes qui refusent de mettre en place ce dispositif.

La CGT Educ'action souligne que le cadre juridique des personnels pouvant accueillir les élèves n'est pas clairement défini ce qui amène à s'interroger sur les garanties en termes de sécurité de cet accueil.

## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

**Ministère** : La loi du 20 août 2008, dont l'objet est de prévenir les conflits, ne remet nullement en cause le droit de grève. L'instauration du dispositif de service minimum d'accueil répondait à une forte demande sociale de prise en charge des élèves.

15. Pour les classes à effectif réduit (20 maximum) et surtout en zone d'éducation prioritaire ainsi que la réintégration de toutes les écoles sorties de la nouvelle éducation prioritaire.

**CGT Educ'action** : le nombre d'élèves en éducation prioritaire doit être au maximum de 20 par classe. Par ailleurs, tandis que l'école de la République a un impact crucial sur le vivre ensemble et sur la société, l'organisation syndicale s'interroge sur la priorité donnée à l'éducation et n'est pas satisfaite de la nouvelle carte de l'éducation prioritaire. Elle évoque les difficultés que certains établissements ont pu rencontrer dans le cadre de leur sortie des réseaux d'éducation prioritaire (REP), conséquence d'une gestion en fonction des contraintes budgétaires plutôt que basée sur les besoins.

**Ministère** : la refondation de l'éducation prioritaire est inscrite dans la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République. Préfigurée à la rentrée 2014 dans 102 écoles et établissements REP+, elle s'est étendue à la rentrée 2015 à un ensemble de 1089 réseaux, REP et REP+. La nouvelle carte de l'éducation prioritaire est désormais plus juste car mieux adaptée à la réalité sociale du territoire national.

Dans le cadre de la réforme des régimes indemnitaires en éducation prioritaire, entrée en vigueur à la rentrée 2015 (décret n°2015-1087 du 28 août 2015), les montants des indemnités de sujétions REP et REP+ (arrêté du 28 août 2015) ont été largement revalorisés par rapport aux indemnités ZEP et ECLAIR : + 50% en REP et +100% en REP+. En outre, des mesures d'accompagnement de l'évolution des classements ont également été prévues à travers l'instauration de clauses de sauvegarde transitoires permettant une sortie progressive des dispositifs financiers au titre des classements ZEP et ECLAIR supprimés.

S'agissant de la détermination du nombre d'élèves par classe, elle est effectuée au plus près du terrain par les IA-DASEN, afin de tenir compte notamment des spécificités géographiques de chaque circonscription.

Depuis la rentrée 2014, afin de permettre la prise en charge des besoins spécifiques des élèves et la mise en œuvre de pratiques pédagogiques adaptées favorisant notamment le travail en équipe, 18 demi-journées par année scolaire sont libérées dans le service d'enseignement des enseignants du premier degré qui y exercent. Ces activités sont organisées sous la responsabilité des autorités académiques qui veillent notamment aux calendriers de mise en œuvre et de mobilisation des moyens de remplacement nécessaires.

En outre, la mise en place du dispositif « plus de maître que de classes » dans les écoles concernées par l'éducation prioritaire, ainsi que dans d'autres écoles relevant de besoins particuliers (écoles rurales isolées), vise à prévenir la difficulté scolaire. Elle permet également de prévoir de nouvelles formes d'organisations pédagogiques et de mieux répondre aux besoins des élèves.

## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

### 16. Pour une campagne d'enseignement visant à lutter contre les discriminations de genre et les LGBT phobies

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale considère que l'école doit jouer un rôle émancipateur et de lutte contre les discriminations. La ministre doit promouvoir une vision de la société mixte et cosmopolite.

**Le ministère** : Le ministère est engagé dans la lutte contre toutes les formes de discriminations dont celles commises en raison de l'orientation ou de l'identité sexuelle.

L'égalité des filles et des garçons est la première dimension de l'égalité des chances que l'École doit garantir aux élèves : il s'agit d'une obligation légale et d'une mission fondamentale. C'est le sens des articles L. 121-1 et L. 312-17-1 du code de l'éducation qui disposent que l'École contribue, à tous les niveaux, à favoriser la mixité et l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en matière d'orientation, ainsi qu'à la prévention des préjugés sexistes et des violences faites aux femmes.

La loi du 8 juillet 2013 est venue rappeler que la transmission du respect de l'égalité entre les femmes et les hommes se fait dès la formation dans les écoles élémentaires. Elle a en outre introduit un nouvel enseignement moral et civique, qui « fait acquérir aux élèves le respect de la personne, de ses origines et de ses différences, de l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que de la laïcité » (article L. 311-4 du code de l'éducation). Elle a enfin inscrit dans les missions des écoles supérieures du professorat et de l'éducation celle de « sensibiliser l'ensemble des personnels enseignants et d'éducation à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la lutte contre les discriminations » (article L. 721-2 du code de l'éducation).

La mise en œuvre de la politique éducative en faveur de l'égalité entre les filles et les garçons à l'École repose à la fois sur la formation, initiale et continue, de l'ensemble des personnels, et sur la prise en compte du principe d'égalité au cœur des enseignements et de la pratique pédagogique.

Les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) intègrent dans les enseignements du tronc commun la mobilisation contre les stéréotypes, notamment sexistes, et les discriminations ainsi que la promotion de l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes. Un parcours de formation à distance sur l'égalité entre les filles et les garçons, disponible sur la plateforme M@gistère, est également accessible aux enseignants et stagiaires inscrits en master "métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation".

Un site internet dédié, développé par Canopé, met par ailleurs à disposition des personnels des "Outils pour l'égalité entre les filles et les garçons".

En outre, le ministère a mené, en décembre 2015, une campagne nationale destinée à informer et sensibiliser les collégiens, lycéens, étudiants et l'ensemble des membres de la communauté éducative aux violences et discriminations à caractère homophobe dont souffrent encore trop de jeunes.

## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

### 17. Pour la création de postes de titulaires remplaçants à hauteur de 10% du nombre d'emplois (ETP) premier degré

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale pense que le potentiel de remplacement est insuffisant malgré le recrutement de contractuels, les besoins en remplacement demandent de recruter beaucoup. Les postes de remplaçants doivent représenter 10% des postes budgétaires pour permettre un bon fonctionnement du premier degré, l'organisation syndicale souhaite donc un plan pluriannuel pour créer massivement des moyens.

L'organisation syndicale note que des créations de postes sont effectives mais elles restent insuffisantes tandis que la situation des remplaçants n'est pas acceptable. Il arrive même que la responsabilité directe d'une classe soit confiée à deux stagiaires, ce qui ne favorise pas l'apprentissage du métier.

**Ministère** : La continuité du service est une exigence pour un service public de qualité. La question du remplacement des enseignants est donc une préoccupation majeure.

Les indicateurs relatifs au remplacement ont fait l'objet d'une évolution permettant de prendre en compte la totalité des motifs d'absence et de congés.

Le dispositif de remplacement développé dans le premier degré permet de couvrir un peu plus de 80% des absences.

Les moyens affectés au remplacement représentent 8% des emplois d'enseignants et permettent de couvrir la majeure partie des besoins en remplacement et en particulier des congés longs.

Même s'il a pu être constaté quelques désajustements au niveau local, l'utilisation de l'application informatique ARIA, depuis la rentrée 2011, permet d'optimiser la mobilisation des moyens de remplacement par une gestion plus fine et plus performante.

En outre, les créations d'emplois réalisées depuis 2012 et les recrutements en hausse continue contribuent à l'amélioration du potentiel de remplacement.

Ainsi, le vivier de remplaçants a été très largement reconstitué, voire au-delà, sur les quatre dernières rentrées.

Alors qu'entre 2008 et 2012, il avait été en grande partie détruit avec 1.576 suppressions de postes de remplaçants, il a depuis été renforcé avec 3.522 emplois de remplaçants créés dans le premier degré, dont 1.349 à la seule rentrée 2016. En 2017, ce sont environ 1.500 emplois supplémentaires qui seront créés selon les prévisions du ministère, soit un total de 5.000 créations d'emplois de remplaçants sur 5 ans.

Enfin, la circulaire de rentrée 2016, réaffirme que l'augmentation des emplois alloués dans le premier degré (+ 3900) devra notamment contribuer à l'amélioration du remplacement pour la formation continue des enseignants.

## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

### 18. Pour la suppression de la hors classe et son remplacement par la création de trois échelons (12<sup>ème</sup>, 13<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> échelon) et la révision de la grille indiciaire des PE débutant à l'indice 565 pour terminer à l'indice 1130 pour tous

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale est pour l'intégration de la hors classe dans une grille normale permettant un avancement accéléré pour tous. Ce sujet est d'autant plus sensible qu'avec l'allongement de la carrière beaucoup d'enseignants du premier degré vont rester longtemps dans le même échelon. Cela a une incidence sur l'attractivité du métier. Elle dénonce par ailleurs les insuffisances d'un régime indemnitaire et la pénalisation qui en résulte sur la carrière ainsi que le principe très inégalitaire de la hors classe.

L'organisation syndicale dénonce un système inégalitaire et discriminatoire qui pénalise la carrière des enseignants du premier degré, le système étant contingenté et les inspections peu régulières. Pour la CGT Educ'action l'inspection ne devrait pas avoir d'incidence sur l'avancement mais devrait avoir seulement une fonction formative.

**Ministère** : la suppression de la hors classe n'est pas à l'ordre du jour. La priorité accordée au premier degré par le Gouvernement depuis 2012 s'est déjà concrétisée dans plusieurs chantiers. Jusqu'en 2013, le corps des professeurs des écoles n'avait pas de régime indemnitaire. La création de l'ISAE constitue un acquis important issu du protocole de 2013, lequel posait un principe de rapprochement des niveaux de rémunération et des perspectives de carrières entre les premier et second degrés, cet objectif a été atteint à la rentrée 2016, le montant de l'ISAE ayant été porté à 1200 euros. Par ailleurs, l'objectif de convergence des taux de promotion a été mis en œuvre par le relèvement du taux de 2% en 2012 à 4,5% en 2015, 5% en 2016 et 5,5% prévus en 2017, dans une logique de montée en charge.

Par ailleurs, les travaux liés au protocole PPCR auront des conséquences sur les grilles indiciaires et la rémunération.

### 19. Pour un avancement de tous selon le rythme actuel le plus rapide

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale dénonce un système inégalitaire et discriminatoire qui pénalise la carrière des enseignants du premier degré, le système étant contingenté et les inspections peu régulières. Pour la CGT Educ'action l'inspection ne devrait pas avoir d'incidence sur l'avancement mais devrait avoir seulement une fonction formative.

**Ministère** : Comme l'a indiqué le ministre de l'éducation nationale dans sa lettre aux personnels en date du 22 juin 2012, si le décret n°2012-702 du 7 mai 2012 relatif à l'évaluation des personnels a été abrogé car, conçu et publié sans l'adhésion des personnels, ce texte ne permettait pas de fonder une évaluation satisfaisante, un simple retour à la situation antérieure n'est pas non plus souhaitable. C'est pourquoi de nouvelles dispositions ont été discutées avec les partenaires concernés, dans le cadre de la mise en œuvre des mesures liées au PPCR. Avec la suppression de l'avancement à trois cadences, la carrière rénovée sera plus lisible et transparente avec des durées d'échelon fixes et connues de tous, à la fois en classe normale et en hors-classe. Par ailleurs, les personnels enseignants devront pouvoir dérouler une carrière complète jusqu'au sommet de la hors-classe, qui deviendra ainsi le grade normal de l'avancement.

## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

### 20. Pour la restitution des postes RASED supprimés ces dernières années

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale s'interroge sur le devenir des RASED et s'inquiète des faibles départs en formation. Les RASED sont peu présents dans la loi sur la refondation. La CGT Educ'action craint une disparition de ces enseignants spécialisés. Or les élèves en difficulté ont besoin des RASED, ceux-ci sont mieux formés pour prendre en charge la difficulté scolaire. L'action des enseignants spécialisés permet une médiation et une écoute particulière des élèves. La CGT Educ'action souhaite toujours obtenir la restitution des postes perdus.

Pour l'organisation syndicale le dispositif « plus de maîtres que de classes » doit favoriser le croisement des regards mais ne répond pas au traitement de la difficulté scolaire. Les élèves en difficulté ont besoin de personnels spécialisés et non de personnels faisant fonction, comme c'est souvent le cas en RASED faute de pourvoir les postes par des enseignants formés au traitement de la difficulté scolaire. De fait, si l'organisation syndicale reconnaît les efforts de ces collègues, elle déplore néanmoins l'absence d'une formation qui leur soit dédiée, ce qui est préjudiciable pour eux et pour les enfants.

**Ministère** : le traitement de la difficulté scolaire repose sur différents dispositifs complémentaires. L'intervention des personnels enseignants auprès de leurs élèves confrontés à des difficultés est pertinente dans le cadre de la polyvalence qui caractérise l'enseignement dans le premier degré. C'est le maître en charge de la classe qui connaît le mieux ses élèves et est donc le mieux placé pour leur apporter une aide personnalisée.

Cette action ne remet toutefois pas en cause l'intervention complémentaire des personnels enseignants spécialisés des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) dont le rôle et les missions ont été confortés par la circulaire n° 2014-107 du 18 août 2014.

L'affectation d'un enseignant supplémentaire dans les écoles situées dans les territoires confrontés à une plus grande difficulté scolaire, l'organisation d'activités pédagogiques complémentaires et l'accueil des enfants de moins de 3 ans constituent des leviers d'action pour la prise en charge des élèves en difficulté. L'objectif est de parvenir à une augmentation générale du niveau des élèves à l'issue de l'école primaire ainsi qu'une diminution sensible des redoublements.

### 21. Pour la mise en place de formations spécialisées à hauteur de besoins en enseignants spécialisés

**CGT Educ'action** : L'organisation syndicale déplore l'insuffisance des formations spécialisées. Ces formations ne sont pas à la hauteur des besoins, notamment pour les IME, IM Pro mais aussi pour les psychologues scolaires et les enseignants E et G.

**Ministère** : Les ESPE participent à la formation des enseignants souhaitant obtenir un certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap (CAPA-SH). Cette certification permet à l'enseignant de devenir un enseignant spécialisé, qui a pour mission d'exercer auprès d'élèves présentant des besoins éducatifs particuliers liés à une situation de handicap, une maladie ou des difficultés



## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

scolaires graves, en recherchant pour chacun d'eux les conditions optimales d'accès aux apprentissages scolaires et sociaux.

### 22. Pour l'application du droit syndical en matière d'information syndicale; avec l'instauration d'une 4e journée de RIS et que ces RIS soient toutes menées sur le temps de travail (devant élèves)

**CGT Educ'action** : les réunions d'informations syndicales (RIS) devraient pouvoir se tenir sur le temps de travail et une quatrième RIS devrait être créée. L'organisation syndicale a bien conscience de la nécessité de gérer les élèves pendant le temps de travail (conditions de sécurité et déroulement de la scolarité) et du nombre d'heures que les enseignants doivent aux élèves. Cette question rejoint celle de l'insuffisance du nombre de remplaçants. A ce titre, l'organisation syndicale propose la création d'une 4<sup>e</sup> RIS et dans ce cas, soit le non remplacement des absences soit son autorisation pendant les périodes où les remplaçants sont davantage disponibles.

**Ministère** : S'agissant de l'exercice du droit syndical, l'arrêté du 29 août 2014 précise les nouvelles modalités d'organisation des réunions d'information syndicale pour les personnels relevant du ministère de l'éducation nationale. Le dispositif prévoit un volume maximum de participation de trois demi-journées par année scolaire, auquel s'ajoute la possibilité de participer à une des réunions d'information spéciales organisées pendant la campagne électorale. La circulaire n°2014-120 du 16-09-2014 prévoit en outre la possibilité pour les enseignants du premier degré de participer à une RIS pendant le temps de présence devant élèves, dans la limite d'une demi-journée sur les trois prévues par l'arrêté, sous réserve qu'aient été définies en amont les modalités de prise en charge des élèves pendant l'absence des enseignants.

### 23. Pour un partenariat Etat-Collectivités territoriales pour la modernisation ou la construction d'écoles afin d'améliorer les conditions de travail et d'étude et maintenir des structures à effectifs raisonnables

**CGT Educ'action** : l'organisation syndicale soulève le problème du coût de l'immobilier qui s'est accru sur tout le territoire et particulièrement en Ile-de-France. Du fait de la pression foncière, on observe un report dans la livraison des équipements par les collectivités. On constate une saturation des effectifs dans les locaux d'enseignement. Cette pression s'est d'autant accrue que la réforme des rythmes scolaires a renforcé le besoin de locaux pour l'accueil périscolaire, entraînant l'utilisation des salles de classes et même des gymnases, parfois au détriment des classes des collèges en termes de créneaux disponibles pour les équipements sportifs. La CGT Educ'action revient par ailleurs sur le fonds de péréquation et le constat de déséquilibres forts entre communes.

**Ministère** : Concernant la construction ou l'équipement des écoles, la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales est clairement posée par la loi. L'art L2121-30 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que le "conseil municipal décide de la création et de l'implantation des écoles et classes élémentaires et maternelles d'enseignement public après avis du représentant de l'Etat dans le département". Selon l'art. L212-4, "la commune a la charge des écoles publiques. Elle est propriétaire des locaux et en assure la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement".



# Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

L'évolution des emplois d'enseignants relève de l'Etat et la décision de créer ou de supprimer des classes est fonction des prévisions en matière d'effectifs d'élèves. Les mesures sont présentées en comité technique, académique puis départemental, et font également l'objet d'une consultation du conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN).

La situation ne saurait être régie par un partenariat entre l'Etat et les collectivités; il convient d'apprécier les situations des écoles au cas par cas.

Les communes dotées d'équipements sportifs peuvent les mettre à la disposition des établissements scolaires. Pour répondre à la demande d'activités péri-éducatives suscitées par la réforme des rythmes scolaire, les créneaux d'attribution de certains équipements sportifs ont été redéfinis afin de concilier leur utilisation par les écoles et les collèges.

Par ailleurs, la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République a confirmé les missions de solidarité territoriale des conseils départementaux, lesquels sont nombreux à contribuer au financement de la modernisation des écoles, principalement en milieu rural.

## 24. Contre tout livret scolaire issu et en lien avec le Socle commun

**CGT Educ'action** : Pour l'organisation syndicale, le livret scolaire unique pose plusieurs problèmes notamment en termes de confidentialité. Il s'agit d'un dispositif rigide, pas du tout lisible pour les familles et qui constitue en outre une surcharge de travail pour les enseignants. L'organisation syndicale s'oppose à la conception technocratique du suivi de l'élève qu'il révèle et à toute forme de marquage des élèves. Le regard de l'enseignant sur l'élève représente près de 80% de la réussite scolaire.

La CGT Educ'action craint l'utilisation détournée du livret personnel de compétences sous sa forme informatisée. Elle s'interroge sur la conservation du livret au-delà du cycle et souhaite savoir quelles sont les garanties en matière sécurité des fichiers, notamment du point de vue de l'accès au livret des mairies.

Surtout, avec l'instauration du "livret scolaire de la scolarité obligatoire", c'est le retour du livret personnel de compétences, inspiré par la notion d'employabilité, qui ne permet pas d'évaluer les capacités de raisonnement et de construction des connaissances des élèves mais les modalités opératoires et un savoir-être à l'opposé des savoirs et savoir-faire. C'est surtout une perte de temps conséquente et une surcharge de travail sans aucune mesure d'utilité réelle de cet objet pédagogique non identifié.

**Ministère** : Le livret personnel de compétences atteste de l'acquisition des connaissances et compétences du socle commun, de l'école primaire à la fin de la scolarité obligatoire. Il est utilisé à l'école primaire depuis 2008 et n'est qu'une évaluation des connaissances à un moment donné.

Cependant, la reconnaissance de sa complexité a conduit à proposer la mise en place d'un nouveau livret scolaire de l'école et du collège, à partir de 2016.



## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

Le nouveau livret scolaire de l'école et du collège, le « livret scolaire unique » est un outil simple et précis pour rendre compte aux parents des acquis de leurs enfants. Suivant les recommandations de la conférence nationale sur l'évaluation des élèves, ce nouveau livret sera désormais accessible en ligne afin que parents et élèves puissent en prendre connaissance.

Sous cette forme numérique, le livret scolaire unique n'entraînera pas de déperdition d'informations, ni pour les parents ni pour les enseignants. Il permettra la transmission d'informations quel que soit le lieu de scolarisation en France.

Le contenu du Livret numérique est encadré par la CNIL et les accès sont définis dans le texte réglementaire. L'usage d'un livret scolaire unique du cours préparatoire à la classe de 3<sup>ème</sup> du collège permettra une meilleure continuité du suivi pédagogique d'un cycle à un autre durant toute la scolarité obligatoire. Des annonces ont été faites quant aux problèmes techniques et de sécurité, qui ont été résolus.

Ce livret sera accessible progressivement aux parents et responsables légaux d'ici la fin de l'année 2016. Cette application est aussi la source de transmission des éléments du livret pris en compte pour l'attribution du diplôme national du brevet (DNB) et pour les choix d'affectation des élèves après la troisième.

En ce qui concerne la conservation du livret au-delà du cycle, les bilans périodiques ne sont accessibles par l'Éducation nationale que pendant la durée du cycle et l'année qui le suit. Seuls les bilans de fin de cycle suivent les élèves jusqu'au terme de leur scolarité au collège.

### 25. Contre le nouveau corps des psychologues scolaires

**CGT Educ'action** : Pour l'organisation syndicale, ce nouveau corps marque la fin de l'enseignement adapté. En effet, les membres de ce corps ne seront pas des enseignants, ce qui implique qu'ils n'apporteront pas une expertise pédagogique spécialisée.

Par ailleurs, l'organisation syndicale pose la question des volumes de postes, et doute qu'ils soient suffisants pour absorber les personnels qui exercent les fonctions de psychologue scolaire à l'heure actuelle. Elle se demande aussi s'il sera possible à ces personnels de rester dans leur corps d'origine jusqu'à la retraite, ou s'ils seront à terme contraints d'intégrer le nouveau corps ou de renoncer à leurs fonctions.

**Ministère** : à l'heure actuelle, dans l'enseignement du premier degré, les fonctions de psychologue scolaire sont exercées par des instituteurs et des professeurs des écoles titulaires qui, détenant une licence de psychologie et ayant exercé pendant au moins trois ans des services effectifs d'enseignement, sont admis au cycle de formation au diplôme d'Etat de psychologue scolaire. L'accès à ces fonctions est également ouvert aux instituteurs et professeurs des écoles titulaires détenant l'un des autres diplômes figurant sur la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue fixée par le décret n° 90-255 du 22 mars 1990. Dans le second degré, les fonctions de psychologue sont exercées par les conseillers d'orientation-psychologues titulaires du diplôme d'Etat de conseiller d'orientation-psychologue.



## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

La réunion dans un seul corps de ces catégories de personnel permettra de mobiliser les psychologues de l'éducation nationale pour :

- accompagner les élèves dans la réussite de leur parcours scolaire dans une école inclusive ;
- contribuer au renforcement du dialogue entre l'École et les familles.

Ces missions, conçues pour être complémentaires, permettront aux psychologues de l'éducation nationale de participer à une meilleure continuité école-collège.

Ils exerceront dans deux spécialités distinctes :

- une première spécialité dédiée au premier degré et intitulée « Éducation, développement et apprentissages » ;
- une seconde spécialité dédiée à l'enseignement secondaire et supérieur intitulée « Éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle ».

Les personnels qui exercent actuellement les fonctions de psychologues scolaires auront un droit d'option : ils pourront rester dans le corps des professeurs des écoles et renoncer à leurs fonctions de psychologue, ou demander leur intégration directe ou un détachement dans le corps des psychologues de l'éducation nationale. Dans cette dernière hypothèse, il s'agira d'un détachement de droit commun, qui implique la proposition d'une intégration au bout de deux ans, que les intéressés seront libres de refuser pour rester en position de détachement.

### 26. Pour la suspension des Conventions Ruralité déjà signées et l'arrêt de cette pratique

**CGT Educ'action** : Sous couvert de mieux pédagogique, il s'agit de supprimer les écoles de moins de 4 classes. L'intérêt des enfants n'est pas pris en compte, le ministère a pas fixé des distances maximales entre les élèves et leur école mais prévoit des exceptions qu'il ne précise pas. Il n'est pas non plus précisé si le financement des transports sera supporté par l'Etat, les collectivités territoriales ou les parents.

**Ministère** : La réduction des inégalités passe par un renforcement de notre action pour les territoires ruraux et de montagne. Dans cette perspective, une démarche contractuelle pluriannuelle (conventions « ruralité ») a été proposée aux élus des territoires ruraux et de montagne ; elle permet d'offrir une méthode et des instruments souples et modulables d'aménagement du réseau d'écoles dans ces territoires fragilisés. Depuis la rentrée 2015, 150 emplois ont été spécifiquement consacrés au soutien de cette démarche.

La convention « ruralité » est un contrat d'engagements réciproques dans les territoires ruraux ou de montagne, caractérisés par un réseau d'écoles ne correspondant plus aux réalités de la démographie scolaire. Elle permet de renforcer la qualité de l'offre et de l'organisation scolaires. Elle est ainsi l'occasion d'un travail sur les conditions de développement des dispositifs « plus de maîtres que de classes », « accueil des moins de trois ans ». Elle est l'occasion d'une réflexion sur l'offre de services numériques éducatifs et peut s'appuyer sur les moyens mis en place à cette fin au profit des territoires ruraux.



## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

L'isolement des petites structures scolaires isolées constitue un point d'attention.

Enfin, la convention peut être utilisée pour renforcer, au niveau territorial le plus approprié, la coordination des activités scolaires et périscolaires dans le cadre des projets éducatifs territoriaux.

Elle est signée au niveau départemental et identifie des territoires à l'échelon infra départemental ; elle peut être conclue au niveau académique. Une fois signée, la convention donne lieu à une diffusion auprès des élus.

Elle est conclue sur une base pluriannuelle, en général trois ans renouvelables. Un comité de pilotage est défini dans la convention et permet d'assurer le suivi des engagements des parties. Ce comité rend compte régulièrement à la communauté éducative du département de l'avancée des travaux de réorganisation du réseau scolaire mis en œuvre par la convention.

Une évaluation doit être réalisée au terme de la convention. Au cours de l'année 2017, des conventions de première génération arriveront à échéance ; elles donneront lieu à prolongation après un bilan partagé. Ce renouvellement ne signifie pas automatiquement la reprise des termes de la convention initiale.

### 27. Pour la réintégration de toutes les écoles sorties de la nouvelle carte de l'Éducation prioritaire et l'extension de cette carte à toutes les écoles dans les quartiers défavorisés

**CGT Educ'action :** L'organisation syndicale demande une carte de l'enseignement prioritaire à la hauteur des besoins et non à la hauteur des moyens.

**Ministère :** La nouvelle carte de l'éducation prioritaire a été établie sur la base d'indicateurs solides et les écoles qui sont sorties de la carte avaient le plus souvent des indicateurs favorables comme leur collège de secteur.

Toutefois certaines écoles pouvaient avoir des indicateurs moins favorables. Les écoles sortantes avec des indicateurs moins favorables, si elles les gardent malgré la recherche possible de la mixité sociale dans certains cas, continuent d'être soutenues par les IA DASEN dans le cadre de l'allocation progressive des moyens qui permet d'ajuster les dotations à la diversité des réalités sociales du territoire.

En ce qui concerne les écoles qui n'étaient pas en éducation prioritaire et dont le collège n'est pas rentré en éducation prioritaire, d'autres solutions que l'éducation prioritaire, qui repose sur la notion de réseau écoles collège, ont été trouvées par les IADASEN. En particulier ils ont pu mettre en œuvre des dotations ajustées dans le cadre de l'allocation progressive et ils ont pu développer l'adaptation des réponses pédagogiques aux réalités rencontrées notamment avec le dispositif « plus de maîtres que de classes » mais aussi en y proposant des formations en fonction des besoins.

Au terme de la négociation, la CGT Educ'action indique maintenir son intention de déposer un préavis de grève.



## Relevé de conclusions de la réunion de négociation préalable

décembre 2016

---

Adjointe au sous-directeur des études de  
gestion prévisionnelle et statutaires

CGT Educ'action

Nathalie Escaffre-Andrieu

Antoine Dierstein